

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

chirac et le "changement" giscardien

le néant !

éditorial par bertrand renouvin

Brouillard de mots. Néant d'idées. Telle est la déclaration de politique générale commise la semaine dernière par un Premier ministre inexistant, sorte de sous-Messmer (ce qui n'est pas peu dire) présidant aux destinées d'un gouvernement fait de bric et de broc appuyé sur une majorité plus qu'incertaine.

Brouillard de mots. Inflation de formules usées à force d'avoir été répétées. Car tout y est. Le petit couplet type « nouvelle société » chabaniste, avec courte envolée sur l'égalité dans la « République des citoyens ». La chansonnette sur la rigueur économique et financière qui sonne curieusement quand on songe à la respon-

sabilité du ministre des Finances Giscard dans la crise actuelle. La tirade sur l'indépendance nationale, dans l'amitié avec tous les peuples comme il se doit. Le trémolo sur la qualité de la vie — villes « encombrées », travail « parcellisé » et « paperasserie terrifiante ».

Depuis le discours de Chaban-Delmas sur la « nouvelle société », on a chanté cette antienne un si grand nombre de fois qu'on ne peut plus croire à une conviction réelle. En fait, les invocations à la « nouvelle société » font simplement partie du rituel d'un régime plus que jamais incapable de définir un projet de civilisation. Les mots sacrés prononcés

— révérence faite aux grands ancêtres — il retourne vite à la gestion de ses petites affaires et aux magouillages plus ou moins sordides qui composent l'ordinaire de la vie politique.

Car, dans la déclaration de Chirac, il n'y a pas l'ombre d'une idée précise, positive, qui traduirait une volonté de changement véritable, un désir profond de faire sauter les blocages de la société industrielle. Derrière les incantations rituelles, derrière la répétition hallucinante du terme « changement », il n'y a rien d'autre que le néant. Néant de volonté, même purement réformatrice. Néant d'imagination. (suite p. 3.)

la servilité de m. wilson

On ne saurait minimiser la part des travaillistes dans la décadence de l'Angleterre depuis l'arrivée au pouvoir de Ramsay Mac Donald, au lendemain de la guerre de 1914 jusqu'au deuxième cabinet de M. Wilson. L'incompétence, l'inconséquence, l'imprévoyance, ces mauvaises fées qui mènent les grands Etats à la ruine, ont vu leurs effets exacerbés par une démagogie parfaitement démente.

AU SERVICE DES ETATS-UNIS...

Les conséquences apparaissent aujourd'hui dans toute leur rigueur. L'Angleterre déchue doit, selon les chefs du Labour, se soumettre avec complaisance aux vues les plus excessives des Etats-Unis. Le ministre Attlee, après 1945, abandonna les possessions impériales britanniques à l'heure souhaitée par les Etats-Unis et la gloutonnerie économique de Roosevelt et de ses successeurs. Bevin et Bevan procédèrent avec la même docilité. Pour ce qui est de Harold Wilson, dans son premier ministère comme dans l'actuel, l'obséquiosité et la servilité paraissent sans limites.

Il y a cependant une particularité remarquable en ce qui concerne le Premier britannique d'aujourd'hui. Sans doute les spécialistes de médecine mentale trouveraient-ils dans ses agissements un phénomène de compensation psychologique : s'il revêt sa livrée de l'arbitre en se tournant vers l'Atlantique, c'est une attitude arrogante qu'il adopte en s'adressant à la France et l'Europe continentale, avec ou sans Callaghan interposé.

Evoquer la hargne antifrançaise (traditionnelle chez les travaillistes), signaler leur véritable racisme antilatin (sur lequel il faudra bien revenir) c'est peut-être montrer les causes profondes de leurs besoins ancillaires, à l'intérieur de l'Europe des Neuf, menées au service de Washington.

... POUR GENER L'EUROPE...

La première besogne consiste à saper l'économie de l'Europe continentale dont les succès mettent en cause l'hégémonie du dollar. Il s'agit de jouer tout à fait le rôle commandé, celui du cheval de Troie. La tâche consiste à démolir le Marché commun agricole par la fameuse « renégociation » et de présenter comme une grâce infinie la présence économique de l'Angleterre en Europe.

La tâche consiste aussi à saboter l'entreprise franco-britannique de *Concorde* : ou bien en abandonnant purement et simplement la construction des appareils, ou bien en adultérant totalement le projet en le livrant aux Etats-Unis qui exploiteraient, une fois de plus, le fruit

du travail et du génie des autres. Tout le monde sait à présent que ce ne sont pas les défauts mais les qualités de l'appareil qui chagrinent si fort les Américains. Les travaillistes sont également chargés de réduire à l'état de folklore la croissance industrielle de l'Europe ; pour ce faire une double opération symétrique : le désarmement douanier des pays européens devant les produits fabriqués aux Etats-Unis et le surarmement tarifaire des mêmes Etats-Unis contre les productions de l'Europe.

... ET CONTRER LA FORCE FRANÇAISE DE DISSUASION

La deuxième besogne consiste à en finir une fois pour toutes avec l'irritante indépendance militaire de la France. Si le noble *Canard enchaîné*, d'une merveilleuse compétence nucléaire, ne prend pas au sérieux la force atomique française, les frivoles Américains et les Soviétiques légers aimeraient beaucoup que cette force soit neutralisée. Les travaillistes se chargent de la mission.

C'est Lord Gladwyn (1) qui est mobilisé, dans *Le Monde* du 5 juin dernier pour faire surgir des oubliettes de l'histoire le fantôme de la défunte C.E.D. Le premier paragraphe de son texte nous renseigne sur la situation présente qui est l'abomination de la désolation : la France est actuellement maîtresse de son destin, et, ce qui est pis, son opinion en est consciente et approuvée. Jugeons-en : « *Le plus frappant dans les récentes manifestations de l'opinion française à propos de la défense nationale, c'est la persistance des thèses selon lesquelles elle reposerait essentiellement sur le développement maximal de la puissance nucléaire, tant tactique que stratégique. La France garderait ainsi la*

possibilité d'intervenir dans n'importe quelle situation en brandissant sa bombe atomique ».

Pareille indépendance paraît scandaleuse aux yeux d'un Américain. Il faut donc en finir. « *Si nous voulons être réalistes...* » — Traduisons librement « *Si nous voulons capituler...* » — Eh bien, il conviendra de se remettre aux armements traditionnels. Comme ces armements aussi présentent des dangers, il est indispensable, il est urgent de les réunir dans un système supranational. Lord Gladwyn écrit : « *... pourquoi ne s'associerait-elle (2) pas à un comité d'experts ayant comme premier objectif d'élaborer un projet de fabrication en commun, en accord avec les Américains, des armes nécessaires pour une nouvelle conception de la défense européenne ?...* ».

Pourquoi en effet ? Ne sont-ce pas les idées réformatrices des réformateurs ? Eh bien ces « idées » ne paraissent rien d'autre que des projets de trahison.

L'Economist (3), qui est loin d'être un organe du Labour, reconnaît avec honnêteté : « *Le premier grand changement (intervenu) depuis que l'Angleterre a rejoint la Communauté, c'est qu'elle n'y compte plus désormais, si ce n'est qu'elle y a aggravé chacune des difficultés existantes...* ».

Une diplomatie française digne de ce nom ne pourra avoir de tâche prochaine que de remonter aux Britanniques des vérités essentielles — amères ou non — et de les inviter à choisir de manière décisive entre une domesticité, déshonorante et ruineuse, et une indépendante et tonique liberté.

PERCEVAL

(1) Rapporteur pour les questions de défense au Parlement européen, cet ancien ambassadeur est plus connu sous son premier nom : Sir Gladwyn Jebb.

(2) La France, bien entendu.

(3) Numéro du 1^{er} juin 1974.

l'accord du golan

L'accord de désengagement israélo-syrien signé le 31 mai, n'a pas fini de susciter des commentaires. Consacré par la grande presse internationale comme un premier pas vers la paix, cet accord est mis à l'actif d'Henry Kissinger élevé pour l'occasion au rang de « docteur miracle ».

Pourtant on ne peut s'empêcher de regarder avec suspicion ce texte d'apparence plus que fragile. Réduit dans son objet, il ne doit être accueilli avec satisfaction que pour les mesures humanitaires qu'il comporte. Quant au reste, une très grande méfiance s'impose, qui doit nous empêcher de prendre un cessez-le-feu précaire pour un traité de paix, et le numéro un de l'impérialisme mondial pour le sauveur de cette paix.

Le « succès » de M. Kissinger est intervenu après de nombreuses tractations avec chacune des parties. Le secrétaire d'Etat américain a su se montrer assez habile pour se présenter comme le garant du respect des droits des peuples arabes, tout en restant aux yeux de Jérusalem le vigilant défenseur du sionisme. Loué à Jérusalem, Kissinger s'entend qualifier d'ami et de frère par l'Egyptien Sadate, tandis que les Syriens soulignent le rôle fondamental qu'il a joué.

Mais les embrassades auxquelles s'est livré le chef de la diplomatie américaine masquent mal la nature des remèdes de ce faux « docteur miracle ». Rebouteux n° 1 de la diplomatie mondiale, il a dû payer cet accord qu'il ne savait obtenir autrement, en soutenant sa diplo-

matie à coups de dollars : dès le mois d'avril, il était acquis qu'une aide de cent millions de dollars serait fournie à la Syrie dès la conclusion de l'accord de désengagement et 250 millions pour la reconstruction de l'Egypte. A ce tarif-là, Gromyko ne pouvait plus suivre. Déjà essouffée par l'aide qu'elle a fournie aux pays arabes, l'Union soviétique a vite trouvé ses limites.

LA FIN DES DURS

On pourra également s'étonner de la position de la Syrie jusqu'à présent intransigeante et déterminée à ne pas s'accommoder de fausses solutions. Plus grande en est la déception, d'autant qu'aucun des grands problèmes n'est prêt d'être résolu. De leur côté, les Palestiniens, isolés, restent seuls — si l'on excepte l'Irak — dans le camp des « durs ». Partout les régimes arabes semblent s'engager dans la voie plus ou moins directe de la compromission avec l'impérialisme de la politique américaine. Parallèlement, les Libyens renouent avec les Soviétiques, mettant ainsi fin à la politique ferme et indépendante de Khadafi.

Le monde arabe paraît pris de découragement. Plus éloignés que jamais de l'union, déçus par l'« allié » soviétique, enfonçant leur population dans une misère croissante, les Etats arabes vont-ils emprunter la voie de la facilité et du renoncement ?

Youri ALEXANDROV

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F

Abonnement un an : 55 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

éditorial (suite)

MEDIOCRITE

Bien sûr, il y a la liste des « priorités », tellement nombreuses que le mot perd toute signification. Bien sûr, il y a la promesse solennelle de mener une politique d'austérité. Reste à savoir qui fera les frais de la gestion désastreuse de Giscard d'Estaing, et si ce ne sont pas les plus pauvres qui paieront la note la plus lourde. Bien sûr, il y a la référence — pseudo gaullisme oblige — à la « participation ». Mais celle-ci est définie comme une méthode faisant « plus largement place à la conviction et à l'aptitude », ce qui ne veut rien dire. Sous la médiocrité de l'inspiration, du propos et du programme, c'est le conservatisme social qui se renforce, c'est la société de pur profit qui s'installe.

C'est aussi, en politique extérieure, le renoncement qui s'annonce.

RENONCEMENT

Ne parlons pas de la « construction européenne » : l'insignifiance des propos de Chirac décourage tout commentaire. Ce qui ne veut pas dire que le danger soit écarté, puisque Giscard d'Estaing a affirmé son intention de faire l'union politique de l'Europe avant 1980.

Par contre, c'est déjà une nouvelle diplomatie qui s'amorce, en dépit des références à l'indépendance nationale, et de la litanie sur les pays amis de la France. Si aucun de ceux qui comptent n'a été oublié (Etats-Unis, Chine, Russie, pays du Tiers-Monde), il faut remarquer deux silences très significatifs. D'abord sur le problème des relations entre l'Europe des Neuf et les Etats-Unis, d'une actualité pourtant brûlante depuis quelques mois. Ensuite sur la question du Proche-Orient, traitée, sans mention d'aucun pays, dans une phrase passe-partout. On notera par contre la sévérité manifestée à l'égard des pays producteurs de pétrole et le curieux démenti apporté par Poniatowski au communiqué publié par le Quai d'Orsay lors de la signature de l'accord syro-israélien.

Autant de faits qui annoncent un retour probable à l'atlantisme, et un abandon de la politique française en Méditerranée. Quand on sait l'importance du groupe de pression pro-américain et sioniste dans la « majorité élargie », il ne faut pas s'étonner. Le tout est de savoir si on laissera sévir ce gouvernement d'abandon.

PESANTEURS POLITIQUES

Mais aura-t-il la possibilité de nuire autant qu'on peut le craindre ? A la rentrée, il aura à affronter une grave crise sociale, s'il échoue dans ses opérations de trompe-l'œil. Il doit aussi, malgré le nombre de voix obtenu par Chirac, se méfier d'une Assemblée nationale où sa majorité demeure aléatoire. Car contre toute attente, l'UDR n'a pas éclaté et son groupe parlementaire demeure un bloc relativement homogène, qui n'est peut-être pas disposé à tout admettre, malgré la menace toujours suspendue d'une dissolution. Mais l'arme de la dissolution est à double tranchant, et il n'est pas sûr que Giscard d'Estaing décide de courir les risques inhérents à cette pratique. Il préférera finasser avec l'UDR, tenter de la neutraliser, comme le montre la part faite aux représentants de ce parti dans l'attribution des secrétariats d'Etat (on notera à ce propos la nomination de M. Tomasini, expert en opérations douteuses, voire franchement malhonnêtes, comme celle de la vente du fichier de l'O.R.T.F.).

S'appuyant sur une majorité aléatoire, dont la composante la plus forte risque de se révéler particulièrement sourcilleuse, le gouvernement Chirac vivra, lui aussi, sous une menace perpétuelle. Il lui faudra choisir entre la survie dans un certain immobilisme, ou le « changement » ultra-conservateur et atlantiste dans la crise. Telle est la logique du parlementarisme qui renaît aujourd'hui par la force des choses et en raison du caractère hybride des institutions.

SERVAN-SCHREIBER L'IRRESPONSABLE

Les choses en étaient là quand éclata, dimanche dernier, l'affaire Servan-Schreiber. Cet incroyable bouffon, dont la suffisance n'a d'égale que la nullité, ne pouvait se contenter d'un ministère d'ailleurs inconsistant. Il lui fallait en outre se donner en spectacle, jouer les grandes cons-



ciences, provoquer l'événement typiquement « schreibérien » dans lequel il se complait. Et ceci d'une manière particulièrement odieuse puisque ce ministre d'un gouvernement français (du moins on l'espère encore) remet en cause la défense et donc l'indépendance de son pays.

M. Giscard d'Estaing a eu le bon sens de mettre fin aux fonctions de cet irresponsable malfaisant. Mais on peut se demander si cette première crise n'en annonce pas beaucoup d'autres. Crise centriste, si Lecanuet, Abelin et consorts estiment que le tournant européiste, atlantiste et sioniste ne se prend pas assez vite ? Crise gaulliste, si d'autres ministres refusent le processus d'abdication nationale ?

Incertitudes parlementaires. Incertitudes gouvernementales. Incertitudes sociales. Voilà qui rappelle étrangement le climat de la IV^e République. N'y sommes-nous pas déjà revenus ? Alors n'oublions pas comment et pourquoi elle s'est effondrée.

Bertrand RENOUVIN

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la N.A.F.-17 rue des petits-champs - Paris 1^{ER}

la force fran

Cette page centrale a été réalisée à partir d'une conférence de Bertrand Renouvin prononcée lors d'un « mercredi de la n.a.f. » — en mars dernier — sur le thème de « la défense nationale et la force de dissuasion ».

La campagne annuelle de tirs nucléaires dans le Pacifique ramène inmanquablement la discussion sur l'utilité de la force française de dissuasion, et fait surgir quelques personnages — un ou deux évêques, un Bollardièrre, bon nombre de pétitionnaires de l'intelligentsia... et l'ineffable Jean-Jacques Servan-Schreiber ! — qui véhiculent toujours les mêmes arguments.

La différence est que J.-J. S.S. était hier encore tout frais ministre « des réformes » et qu'il risque de déclencher, par ses déclarations sans ambages contre la force de frappe, un cataclysme intérieur qui remettrait sérieusement en question la volonté de la France de prolonger son effort dans la préparation de l'arme nucléaire.

Sans rentrer dans les conséquences que cette attitude provoquera dans la classe politique, il est bon de rappeler certaines vérités au moment où le « lobby » atlantiste et européen n'a plus que quelques obstacles à franchir avant d'assumer presque seul le pouvoir de décision en matière de diplomatie et surtout de **défense nationale**.

DES ARGUMENTS FUMEUX...

Lorsqu'on aborde le problème de la force française de dissuasion, tout se passe comme si des éléments passionnels aveuglaient sur le fond du débat. L'intelligence ne fonctionne plus.

Il est vrai qu'à droite comme à gauche, les **mythes** ont été nombreux. L'anti-gaullisme de la « droite » tournait toutes les tentatives d'indépendance en dérision (la « bombinette ») tout en gardant une conception fixiste des problèmes militaires (« les chars russes à deux étapes du tour de France »). Cette incompréhension de la stratégie de l'âge nucléaire rivalisait avec les propos moralisateurs de la « gauche », chacun souhaitant de son côté des mesures d'économie au lieu des dépenses de « prestige ».

Nous ne croyons pas à la force de ces arguments nés de l'irréflexion. Essayons d'y répondre en rappelant brièvement les données techniques (1), stratégiques et politiques qui conditionnent notre attitude devant la force française de dissuasion, et plus largement devant les problèmes de défense nationale.

Il est impossible de juger de l'utilité de cette arme nucléaire si l'on ne comprend pas l'importance de l'apparition de la bombe atomique en 1945. L'art de la guerre s'est complètement modifié depuis cette date. Aussi est-il nécessaire de faire un bref retour en arrière.

L'ART DE LA GUERRE AVANT 1945

Sous l'Ancien Régime, la guerre était un phénomène **limité**. D'abord parce qu'elle ne visait qu'à défendre ou étendre un territoire et que l'affrontement était surtout ressenti

sur le terrain des opérations. Ensuite parce que les maigres effectifs et le peu d'armement arrêtaient naturellement les ambitions des politiques. Enfin la guerre était assimilée à une partie d'échecs : un jeu savant de sièges, d'opérations visant à couper l'ennemi de ses bases, permettait d'épargner la vie de mercenaires que les finances des Etats avaient du mal à renouveler trop souvent.

Mais la Révolution française va modifier profondément la nature de la guerre. Tout au long du XIX^e siècle, l'idée d'une guerre totale se développera pour s'amplifier au XX^e siècle.

Toutes les conceptions militaires sont bouleversées. L'apparition du soldat-citoyen de l'An II rend les hommes politiques moins économes du sang versé. La mobilisation de masse se fait sur tous les fronts. Toute la population accomplit des tâches d'ordre militaire : enfants, femmes, vieillards... pour faire la charpie ou ramasser le salpêtre. Le but devient idéologique : il s'agit d'anéantir les tyrans et non de conquérir une province. Même si l'ascension vers la **guerre totale** est freinée par l'équilibre diplomatique entre les grandes nations, tous les germes sont réunis : levée en masse, implication de tous les citoyens dans le conflit.

C'est en 1914 qu'elle s'épanouira au plan mondial, intégrant le jeu des ressources économiques et du progrès scientifique, incluant froidement des objectifs civils pour atteindre le moral de la population et le potentiel économique de la nation. Les fameux bombardements stratégiques et l'arme nucléaire couronneront le tout pendant la seconde guerre mondiale.

La **facilité d'emploi** de l'arme atomique remplace toute l'infrastructure nécessaire aux bombardements classiques. Comparons Dresde à Hiroshima... on obtient contre le Japon le même résultat sans trop de moyens logistiques. Mais le vecteur (avion ou fusée) de la bombe atomique posera lui-même certains problèmes : le progrès technologique incessant modifie constamment les processus d'alerte ou de mise à feu de l'engin.

LA STRATEGIE NUCLEAIRE

Ces découvertes ont changé de fond en comble la stratégie militaire. Il y a désormais une stratégie propre à l'ère atomique, avec ses lois, **en particulier la supériorité de l'attaque sur la défense** et ses **deux conséquences** :

- 1) La nécessité de rendre invulnérable son propre appareil de dissuasion ;
- 2) La capacité de pénétrer la défense de l'adversaire.

La première loi est à la base même du jeu de la dissuasion. La tâche d'une armée moderne consiste à persuader l'ennemi qu'en cas d'attaque nucléaire la nation atteinte peut procéder à des représailles massives. Si le pays attaqué ne ripostait

• L'utilisation de l'arme atomique : données de la stratégie militaire.

• La force française de dissuasion, pays d'assurer son indépendance sans désormais fragiles.

pas à la première offensive nucléaire, l'adversaire saurait qu'il ne court plus de risques et pourrait réaliser tous ses desseins. Quel que soit le potentiel nucléaire de l'ennemi, il faut lui montrer qu'il court des risques très graves. D'où la nécessité de **mettre son propre appareil de dissuasion dans des conditions d'invulnérabilité relative**. C'est le problème de l'alerte qui doit permettre une seconde frappe — en retour — peu de temps après l'attaque. C'est aussi la question des silos ou sous-marins nucléaires qui protègent les fusées à la place des avions trop vulnérables.

Deuxième loi : montrer qu'on peut **atteindre le territoire de l'adversaire** : les Mystère IV avaient un rayon d'action limité, mais les fusées thermonucléaires s'en sont affranchies. Il faut prouver aussi qu'on dispose d'une puissance de destruction capable par la précision du tir, d'anéantir les installations militaires ou économiques de l'adversaire, ou même d'atteindre quelques grandes villes (stratégie « anti-cités »).

En matière de dissuasion nucléaire, **technique et psychologie se mêlent étroitement**. Tout repose sur l'opinion que l'on a de l'adversaire, sur la volonté de l'état que l'on menace d'utiliser ou non l'arme nucléaire. Cela se joue au niveau des responsables politiques — du centre de décision — et aussi de la population. Par exemple au moment de l'affaire de Cuba en 1962, il n'y avait pas de défaitisme dans la population américaine... et les Soviétiques ont reculé. Ils étaient convaincus que les Américains pouvaient se servir de l'arme nucléaire.

Ces lois jouent pour tous les pays, quelle que soit l'importance de leur arsenal nucléaire.

AUTRES CONSEQUENCES

1 - L'équilibre de la terreur a été un **facteur de paix**. Chacun savait qu'en prenant l'offensive, il subirait des représailles massives et terrifiantes. Les deux hégémonies ont ainsi limité leurs conflits.

2 - La préparation de l'offensive reste beaucoup plus importante que son exécution. La **préparation** peut être à elle seule une forme de décision. Lorsqu'on sait que l'adversaire est bien préparé, on ne va pas jusqu'à l'engagement des hostilités.

3 - Les conflits classiques entre nations restent **possibles** (ex : la Corée en 1950), ainsi que les guérillas. La guerre révolutionnaire vise à marquer des points en « tournant » l'équilibre de la terreur (ex : Vietnam).

4 - Le « **pouvoir égalisateur de l'atome** » (2) comme l'appelle le général Gallois. Si la Suisse possédait l'arme nucléaire, elle deviendrait égale à la Chine ou à l'U.R.S.S. La France a cet avantage vis-à-vis des

çaise de dissuasion

En 1945 modifie de fond en comble les

parfaitement « crédible », permet à notre
lier son sort à des alliances militaires

Grands du fait qu'elle détient quelques bombes nucléaires. Nous représentons pour ces grandes puissances un risque tel que l'enjeu de nous attaquer perd tout intérêt (théorie du « risque et de l'enjeu »).

5 - La fragilité de tous les systèmes d'alliance (2). Aucun Etat n'engagera son existence totale pour assurer la protection d'un autre Etat qui serait son allié. Cela était au centre de toutes les discussions sur l'O.T.A.N. L'intégration militaire au sein de cette organisation, même avec une certaine liberté de manœuvre, ne résolvait pas le problème de l'arme nucléaire. Qui serait responsable de l'arme atomique ? Quel serait le comportement des Etats-Unis en cas d'attaque nucléaire contre un pays membre de l'O.T.A.N. ?

L'EXEMPLE DE L'O.T.A.N.

Si elle coordonnait les commandements des armes conventionnelles, cette organisation ne pouvait réserver la décision en matière nucléaire qu'au Président des Etats-Unis. Tous les alliés étaient en état de dépendance.

Et puis il n'était pas sûr que les Etats-Unis interviendraient en cas de conflit entre l'U.R.S.S. et les pays européens. Ce n'était même pas évident avant 1962 quand les Etats-Unis avaient une stratégie « contre cités » — représailles massives — parce qu'un pays ne met pas en jeu son existence pour défendre d'autres pays. Et après 1962, les Américains ont abandonné les « représailles massives » pour adopter la « riposte flexible », cela correspondait à la stabilisation des rapports avec l'U.R.S.S. Les Etats-Unis « informaient » leurs alliés de cette décision lors de la Conférence d'Athènes, ce qui illustrait bien la relation de dépendance.

Qu'est-ce que la « riposte flexible » ? C'est l'escalade. D'abord les armes conventionnelles, puis les armements tactiques, enfin l'échange de projectiles nucléaires. Rien n'assurait que les Etats-Unis iraient jusqu'au bout pour défendre leurs alliés attaqués par l'U.R.S.S. et de toutes façons l'Europe devenait un champ de bataille tandis que les Américains restaient intacts dans leur sanctuaire national.

Pour ces raisons de décision politique et de stratégie nucléaire, l'O.T.A.N. devenait une fiction. Ce qui renforce l'analyse du Général Gallois sur la fragilité de toute alliance militaire à l'époque nucléaire.

En même temps, l'O.T.A.N. prenait un caractère de plus en plus équivoque, évidence depuis les récents accords Brejnev-Nixon qui partagent le monde en zones d'influence. Alliance contre qui ? Pour défendre qui ? L'O.T.A.N. n'est-elle pas devenue un

instrument de pression sur les affaires intérieures de l'Europe ?

LA FORCE FRANÇAISE DE DISSUASION

D'où un système indépendant né en 1966 des ambiguïtés de l'O.T.A.N. On développe contre lui bien des objections... qui ne tiennent pas.

D'abord le coût de la force de frappe, argument qu'on trouve surtout à gauche. Chacun sait que les moyens mis en œuvre coûtent moins que les armements classiques équivalents et que la part du budget consacrée à la défense nationale a diminué. Et n'oublions pas que les considérations de rentabilité ne doivent pas jouer quand il s'agit de la défense de la nation.

Ensuite la puissance de destruction fait sourire la droite par sa faiblesse — la « bombinette »... — ce qui est particulièrement stupide quand on connaît le « pouvoir égalisateur de l'atome ». L'argument quantitatif ne joue pas. Quelques bombes peuvent faire des dégâts considérables. Tout repose sur la volonté supposée de s'en servir.

La force française de dissuasion est possible. Les progrès technologiques vont dans ce sens. Les fusées enfouies dans les sites nucléaires ou portées par les sous-marins disséminés en dehors du territoire national, permettent cette quasi-invulnérabilité, ce qui n'était pas le cas autrefois avec de simples avions. On peut imaginer bien sûr que des moyens nouveaux de détection repousseront le problème. Mais pas pour l'instant. La force française de dissuasion satisfait aujourd'hui les impératifs de « crédibilité ».

Car nous sommes « crédibles » en raison de cette théorie du « risque et de l'enjeu ». L'URSS hésitera à nous attaquer si elle sait qu'elle court le risque de voir cinq ou six grandes villes soviétiques détruites par les bombes thermonucléaires françaises. Jamais un Etat, quelque puissant soit-il, n'assumera un tel risque ! Et plus tard, nous serons probablement confrontés, du fait des modifications politiques et diplomatiques, à des Etats moins puissants que les supergrands et avec qui les mécanismes de la dissuasion vont beaucoup jouer.

Enfin, la condition politique est requise. C'est peut-être l'essentiel : l'unité du centre de décision. C'est le Président de la République (1) qui prendra l'initiative et non le parlement au cours d'un débat, ce qui serait catastrophique et annihilerait notre dissuasion. Mais il y a aussi « l'esprit de défense » c'est-à-dire la volonté de la population de se défendre : cela joue un rôle considérable. On l'a vu en 1962 pour Cuba. Dans l'hypothèse contraire, en cas de pressions sur le gouvernement ou de dé-

sintérêt complet d'un peuple pour préserver son identité, la « crédibilité » disparaît.

LA CONDITION POLITIQUE

La condition politique de l'efficacité d'un appareil « technique » de dissuasion est donc double :

— elle suppose que les Français se sentent enracinés dans la communauté nationale et participent naturellement à sa défense. Sous quelle forme ? En plus d'un service national nécessaire pour une minorité, la mise en œuvre de Défense Opérationnelle du Territoire (D.O.T.) — sorte d'autodéfense organisée en complément de l'arme atomique — ou un système « à la Suisse », s'impose (3). Un tel système ne vaudra que si les citoyens ressentent leur nation comme un bien auquel ils sont attachés. Et le pacifisme d'aujourd'hui vient surtout de cette ignorance du partage d'un même destin... C'est tout le problème d'une cité plus communautaire qui est posé.

— elle veut un Etat résolu à mettre en jeu la force de dissuasion quelles que soient les pressions exercées autour de lui : une partie de l'opinion intérieure — mal informée — ou des pressions internationales, plus souvent les deux.

Depuis la mort de Georges Pompidou, le problème est posé sur le plan de l'Etat. Déjà Michel Jobert, en dépit de quelques croche-pieds à l'oncle Sam, avait sorti des « petites phrases » sur une intégration européenne de la force de frappe — ce qui revenait à en nier l'utilité et à annihiler ses effets.

Mais aujourd'hui ! On se souvient des polémiques sur l'atlantisme, l'Europe, la force de frappe « intégrée » entre UDR et Républicains Indépendants. On tremble à la pensée que les atlantistes et autres « européens » puissent un jour décider sans partage du sort de notre communauté nationale.

Le renoncement à la force de dissuasion, soit par « gel », soit par intégration dans une alliance, serait considéré comme une atteinte à la sécurité du territoire et un crime d'intelligence avec l'ennemi. Il sera traité comme tel.

Qu'on se le dise !

Propos recueillis
par Michel GIRAUD

(1) Arsenal n° 7 (juin 73) développe amplement les principes d'organisation technique de la force française de dissuasion et les conditions constitutionnelles de son emploi.

(2) Stratégie de l'âge nucléaire. Général Gallois (Calmann-Lévy). Livre essentiel bien que des mises à jour soient nécessaires.

(3) Voir N.A.F. n° 100 du 28-3-73 qui développe le problème de la conscription et des transformations du service national.

naf-sondage

En janvier dernier, nous avons effectué un sondage parmi nos lecteurs. Le nombre important des réponses reçues et les contraintes de l'actualité avaient retardé son étude. Nous sommes aujourd'hui en mesure de publier les résultats partiels de ce sondage.

D'où proviennent les réponses ?

76 % d'abonnés
5 % de bénéficiaires d'abonnement de propagande
19 % d'acheteurs au numéro

Comment nos lecteurs se définissent-ils par rapport à la N.A.F. ?

42 % comme militants ou propagandistes
50 % comme sympathisants
8 % comme curieux

Avec les analyses de la N.A.F. nos lecteurs se déclarent :

	généralement d'accord	souvent d'accord	parfois d'accord	rarement d'accord
parmi les :				
militants	69 %	26 %	3 %	2 %
sympathisants	29 %	55 %	13 %	3 %
curieux	5 %	25 %	60 %	10 %
ensemble des lecteurs	44,5 %	40,5 %	12 %	3 %

La libéralisation de l'avortement ?

	ensemble des lecteurs	militants	sympathi- sants	curieux
contre	86 %	95 %	81 %	75 %
pour	8 %	1 %	12 %	15 %
ne se prononcent pas	6 %	4 %	7 %	10 %

Le développement de la force de frappe ?

	ensemble des lecteurs	militants	sympathi- sants	curieux
pour	78 %	90 %	70 %	60 %
contre	10 %	5 %	14 %	15 %
ne se prononcent pas	12 %	5 %	16 %	25 %

La participation des salariés aux destinées de leur entreprise ?

	ensemble des lecteurs	militants	sympathi- sants	curieux
pour	85 %	90 %	84 %	70 %
contre	9 %	5 %	11 %	10 %
ne se prononcent pas	6 %	5 %	5 %	20 %

Les travailleurs étrangers sont-ils utiles à l'économie française ?

	ensemble des lecteurs	militants	sympathi- sants	curieux
oui	69 %	69 %	74 %	50 %
non	20 %	18 %	18 %	35 %
ne se prononcent pas	11 %	13 %	18 %	15 %

La création d'une Europe politique ?

	ensemble des lecteurs	militants	sympathi- sants	curieux
pour	11 %	1 %	18 %	25 %
contre	83 %	98 %	73 %	60 %
ne se prononcent pas	6 %	1 %	9 %	15 %

Le rétablissement de la monarchie ?

	ensemble des lecteurs	militants	sympathi- sants	curieux
pour	91 %	100 %	88 %	65 %
contre	2 %	0 %	1 %	25 %
ne se prononcent pas	7 %	0 %	11 %	10 %

La monarchie sera instaurée avant vingt ans

	ensemble des lecteurs	militants	sympa- thisants	curieux
vraisemblable	52 %	67 %	44 %	25 %
invraisemblable	22 %	7 %	30 %	50 %
ne se prononcent pas	26 %	26 %	26 %	25 %

"un autre maurras"

Le manuscrit du livre de Gérard Leclerc **est parti à l'imprimerie** ! Le nombre des souscriptions nécessaires pour assurer la parution du livre n'est pas encore tout à fait atteint (il en manque 98) mais nous avons tout de même mis en route l'impression.

La parution de cet ouvrage sera une étape fondamentale pour la N.A.F. et il aurait été regrettable de ne pas disposer de cet outil de travail avant les vacances. Vous nous aiderez à tenir le pari en souscrivant dès aujourd'hui pour assurer l'équilibre financier de cette entreprise.

A partir du 26 juin, les tarifs de souscription n'auront plus cours et l'ouvrage sera vendu au « prix librairie ».

Prix de souscription :

- 1 ex. : 25 F franco
- 3 ex. : 65 F franco
- 5 ex. : 100 F franco
- 10 ex. : 170 F franco

à adresser à l'Institut de Politique Nationale, B.P. 558, 75026 - Paris, cédex 01 règlement à l'ordre de l'I.P.N. CCP La Source, 33 537-41.

action syndicale

Mme Baly (2, quai des Alpes, 67-Strasbourg) a accepté d'étudier les possibilités de mener une action sectorielle dans le domaine syndical.

Le premier objectif est de dresser l'état des royalistes engagés dans l'action syndicale, de savoir ce qu'ils font, dans quelle organisation, à quel niveau. Sa mission sera :

— d'établir des contacts avec les militants, sympathisants et amis engagés dans l'action syndicale ;

— de photographier les actions individuelles déjà entreprises et d'en dresser une synthèse géographique et catégorielle.

Tous nos amis intéressés sont priés de se mettre en rapport avec Mme Baly en lui écrivant.

communiqué

L'U.R.P. nous prie de communiquer :

Rassemblement royaliste le 16 juin aux Baux-de-Provence à partir de 10 heures.

A 11 heures, programme de chansons populaires avec Michel Tourière. Nombreux stands, buffet, buvette. Vers 15 h, allocutions.

Les Baux-de-Provence sont situés entre Avignon, Tarascon et Arles. L'itinéraire pour se rendre au lieu exact du Rassemblement sera fléché.

session action locale

Une session de formation à l'action locale et régionale se tiendra les samedi 6 et dimanche 7 juillet près de Melun.

Prix tout compris : 40 F. S'inscrire auprès du C.L.A.R. B.P. 566-75 825 Paris Cédex 17 (C.C.P. La Source 34 114 51), avant le 20 juin. Envoi du programme sur demande.

nouvelles affiches

Une nouvelle affiche en deux couleurs (format 60 x 80 cm) est disponible. Elle est spécialement conçue pour faire connaître l'**hebdo** et le **Projet royaliste**. La période des vacances doit être mise à profit pour montrer, par ce moyen, la N.A.F. dans les endroits où nous n'avons pour l'instant aucune implantation.

Tarif :

- 10 ex. : 5 F (franco 7 F)
- 50 ex. : 22 F (franco 28 F)
- 100 ex. : 42 F (franco 50 F)
- 500 ex. : 190 F (franco 230 F)

L'impression de cette affiche en quantité importante nous a demandé un gros investissement. Nous vous demandons donc de passer vos commandes rapidement en les accompagnant de leur règlement.

adhérents

La mise à jour de notre fichier d'adhérents a montré que beaucoup d'entre eux n'étaient pas à jour de cotisations. Nous demandons à tous les retardataires de se mettre spontanément en règle. A l'avenir, pour éviter oublis et négligences, nous vous conseillons de faire établir une **formule de virement automatique** tous les mois au C.C.P. A F U Paris 1918-59 (nous tenons les imprimés à votre disposition).

Quant à nos lecteurs non adhérents, qu'ils nous écrivent pour se procurer notre « déclaration fondamentale » afin de matérialiser d'une manière concrète leur accord avec les buts de la N.A.F.

attention!

Il ne reste plus que 15 jours pour profiter de nos anciens tarifs d'abonnement. Le 1^{er} juillet sera appliquée la hausse à laquelle l'augmentation constante des frais d'impression nous contraint. Tous nos abonnés ont la possibilité de renouveler leur abonnement à l'**ancien tarif**, quelle que soit leur date d'échéance.

Nous demandons d'autre part à ceux d'entre vous dont l'abonnement arrive à échéance au 1^{er} juillet (mention 7/72, 7/73, 7/74 sur la bande du journal) de nous envoyer le montant de leur abonnement **spontanément** sans attendre d'avis de notre part. Ceci nous évitera des frais importants de secrétariat. Merci d'avance.

en juillet-août à agde

Le camp de propagande se tiendra près d'Agde du 25 juillet au 10 août. Il est possible de ne participer que pour une durée partielle.

Conditions pratiques : pour toute la durée du camp, il sera demandé une participation de 125 F par personne couvrant l'ensemble des frais généraux du camp ainsi que les cinq repas collectifs, les soirs d'animation. Pour les autres repas, les campeurs pourront se procurer sur place nourriture et vin à des prix in-

téressants. La participation pour les campeurs de passage sera de 10 F par jour.

Nous conseillons à tous nos lecteurs et sympathisants que ne rebutent pas le camping et la vie en plein air, de participer à nos camps. Ce sera une excellente occasion donnée à nos sympathisants isolés et à nos nouveaux lecteurs de prendre contact, et de mieux faire connaissance avec la N.A.F. et ses dirigeants. **Une documentation est à votre disposition.** Vous pouvez vous la procurer en remplissant le bulletin ci-dessous.

en septembre aux aubiers

Le camp de formation aura lieu du 1^{er} au 11 septembre en Bretagne. Les inscriptions doivent être prises pour toute la durée du camp.

Conditions pratiques : le prix du séjour pour toute la durée du camp, tous frais compris, sera de 210 F. Pour les personnes inscrites avant le 1^{er} août, ce prix est ramené à 180 F.

NOM :

Prénom :

Adresse :

- désire recevoir une documentation sur les camps de vacances.
- est plus spécialement intéressé par :

- le camp de formation de septembre
- le camp de propagande d'Agde.

A retourner à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

2 la souveraineté nationale

La semaine dernière, Gérard Leclerc montrait comment le courant technocratique auquel appartiennent M. Giscard d'Estaing et son équipe ministérielle se fonde sur une ignorance grave de la vraie nature de l'homme. Ce dernier n'est pas en effet le pur objet d'un processus économique. Il n'est lui-même qu'enraciné dans un terroir, membre-sujet d'une communauté historique. D'où l'importance de la patrie « part intégrante de la personne » : elle façonne la sensibilité, ouvre à la communion avec autrui, donne le don de la parole qui est la demeure de l'être.

Gérard Leclerc étudie cette semaine les rapports entre la nation et l'Etat en montrant que la nation n'existe que par la souveraineté de l'Etat et l'indépendance nationale.

Le jacobinisme historique et idéologique a complètement faussé le débat politique. Malgré son formidable paradoxe, cette ironie prodigieuse d'une « libération » des peuples qui aboutit à la terreur et à l'impérialisme politique et militaire ! Derrière l'ironie, le sens se cache d'autant mieux que beaucoup, croyant atteindre son essence, s'en sont pris aux masques dont il se servait, et du même coup à des réalités dont il subvertissait la nature. Ainsi l'Etat et la nation. Si certains fédéralistes, par exemple, réservent tous leurs coups à l'Etat national, c'est parce qu'ils sont eux-mêmes victimes de l'intoxication jacobine. Ils ont entièrement assimilé l'Etat et la nation à l'Etat-nation jacobin. Cela est d'autant plus grave que leur réaction, compréhensible, va à l'encontre de leurs meilleures intentions.

Cette volonté fédéraliste de respecter et de promouvoir les personnalités des régions, comment ne pas y adhérer ? D'autant plus que souvent elle n'entend nullement aller à l'encontre de la réalité culturelle française. J'ai encore dans l'oreille la protestation indignée de certains, se défendant de faire œuvre anti-française : **mais nous ne confondons pas la France avec l'Etat-nation !** Peut-être, répondais-je, pourtant en luttant contre sa souveraineté, souveraineté qui incarne et défend l'Etat, vous conspirez en fait pour sa perte. Et vous contribuez à installer, par votre européisme naïf, ce véritable monstre authentiquement jacobin que serait l'Etat européen, technocratique et centralisateur. Comment ce qui serait monstrueux à Paris deviendrait-il innocent à Bruxelles, Luxembourg ou Strasbourg ?

Une des questions essentielles de l'actuel débat politique consiste donc à clarifier les rapports entre l'Etat et la nation. S'il y a difficulté, si les choses apparaissent si embrouillées, c'est parce que les termes sont effectivement indissociables, bien qu'indiquant des réalités

spécifiques distinctes. L'Etat n'a d'existence qu'en référence à la nation, la nation n'a de possibilité d'existence que par l'Etat. Si le mot n'était devenu insupportable à force d'avoir été mis à toutes les sauces, on pourrait dire qu'il y a un rapport dialectique entre les deux termes et les deux réalités, c'est-à-dire interaction, appel continu de l'un à l'autre, ce qui implique une tension, une altérité qui ne saurait se résorber, se dissoudre en une prétendue synthèse : l'Etat ne faisant qu'un avec la nation sous l'effet d'une mythique volonté générale de type rousseauiste, ou le prétendu dépérissement de ce même Etat selon le rêve marxien ou anarchiste.

NATURE DU RAPPORT ETAT-NATION

Lorsqu'à la lecture de Barrès ou de Soljenitsyne, nous admirons les qualités, les couleurs de l'existence sociale jusqu'à constater le lien ontologique absolu qui y relie notre existence personnelle, nous risquons d'être compris par nos fédéralistes. Par contre, si nous affirmons que cette existence sociale n'est possible que par l'Etat qui lui a donné forme, unité, les oreilles se ferment ! Et pourtant c'est l'évidence...

Ce n'est pas un des moindres mérites de Claude Bruaire dans son ouvrage « la raison politique » (1) que d'imposer cette évidence. Le pouvoir étatique n'a pas à inventer, rappelle-t-il, l'essentiel des rapports sociaux. Ces rapports lui préexistent. Selon la célèbre formule : **les libertés se prennent, elles ne s'octroient pas.** Pourtant si l'Etat n'était pas là pour établir un arbitrage, un ordre de justice, ces libertés disparaîtraient dans la loi de la jungle. C'est un premier point.

Il en est un second : pour acquérir une identité, un peuple doit avoir cet attribut de la personnalité qu'est l'unité, ce qui implique la distinction élémentaire du **moi** et du **non-moi**. Qui lui donnera cette unité, sinon l'Etat fondateur et fédérateur ? Lisons Bruaire ! « ... **aucun peuple ne peut gagner l'autonomie de son unité sans se concentrer sur soi pour acquérir singularité, sans faire mouvement de repli vers son centre, mouvement unificateur, centralisateur, « jacobin », autarcique, mouvement où le pouvoir rallie à soi les puissances féodales qu'il soumet, et suscite l'éclosion d'une volonté nationale. Mouvement sans lequel n'est possible aucune subsistance intérieure des particularités, aucune fédération, aucune régionalisation, aucune organicité de l'Etat** » (1).

Evidemment, ce rôle principal de l'Etat laisse croire parfois qu'il est la nation. Non, l'Etat est nécessaire, consubstantiel à la nation, la fait passer de la puissance à l'acte. Il n'est pas la nation. Pour rendre sensible ces distinctions fondamentales, Bruaire fait appel à l'exemple de la nation juive, et de la nation polonaise avant la reconstitution politique de leurs sociétés : « **La réalité nationale se présente alors à l'état nu, dans sa distinction irréductible. Elle demeure vouloir singulier dans son ardente aspiration à l'existence d'une société indépendante. Mais en même temps elle suppose le passé de cette existence et la subsistance de la particularité d'un peuple, support et effet de l'Etat constitué, notamment la langue et le territoire.** »

L'Etat est donc la condition nécessaire, indispensable à l'existence même de la nation. Mais il faut aller plus loin : la nation n'est elle-même, ne dispose de sa personnalité, que lorsque l'Etat national jouit d'une totale souveraineté. Il s'agit, bien sûr ici, de l'indépendance nationale, la plus précieuse des libertés, parce qu'elle conditionne toutes les autres.

INDEPENDANCE DE LA NATION, SOUVERAINETE DE L'ETAT

Nous retrouvons sur cette question l'accord de Claude Bruaire : « **Si nation et singularité politique vont ensemble, selon la prescription du sens et l'usage du vocable, c'est que l'un et l'autre désignent la liberté impartageable d'un peuple indépendant.** » Nous retrouvons la distinction du **moi** et du **non-moi**. Pour qu'un peuple ait une personnalité, il lui faut la reconnaissance d'autrui. Autrui ne peut être que l'Etranger, l'autre peuple, les autres peuples. Aucun sentiment de l'existence n'est possible sans cette démarcation, qui passe par la délimitation des frontières. Ceci peut paraître négatif, mais ce négatif est condition d'un rapport positif, la coopération entre les peuples, leur mutuel échange dans la richesse diverse de leur apport à la civilisation universelle : « **Car la reconnaissance est un rapport positif qui présuppose, chez celui qui reconnaît comme chez celui qui est reconnu, un pouvoir de négation, une puissance du non, d'exclusion et de repli sur soi, sans laquelle le oui de l'admission est illusoire, comme le consentement d'un pacte, d'une alliance, ou l'affirmation d'un rôle.** »

Qui affirmera le **oui** et le **non**, en dehors de l'Etat national ? Incontestablement, il incarne la volonté de la nation, son existence personnelle. La souveraineté de cet Etat disparue, la nation n'existe plus. Sinon, autant dire qu'une personne humaine peut prétendre à l'existence, acéphale, aboulique et amnésique ! Sans son centre, la nation perd sa liberté, sa volonté. Toute perte de souveraineté consentie est le début d'un arrêt de mort contre la nation.

Il n'y a donc aucune illusion à se faire à propos de l'Europe. Si l'Europe existe politiquement, il n'y a plus de France. A moins que notre pays ne s'engage dans une lutte de libération nationale contre l'usurpation de souveraineté dont se serait rendu coupable l'Etat européen. Du coup, l'existence nationale s'incarnerait par procuration dans la volonté libératrice d'un petit nombre avant que l'Etat national recouvre sa souveraineté. Celle-ci, sous peine de se dissoudre, ne peut se partager. Elle est inaliénable.

Claude Bruaire voit parfaitement le résultat de l'anéantissement des nations : « **... la cité mondiale se réduit invinciblement à l'unidimensionnelle organisation économique : où l'esprit n'impose plus sa loi de liberté l'humanité n'est qu'une espèce biologique, sans histoire, ni frontière.** » Tout tient donc à notre souveraineté. Celle-ci disparue, c'est notre âme qui disparaît. Mais c'est là le rêve de nos technocrates. Celui de M. Giscard d'Estaing ?

Gérard LECLERC.

(1) Claude Bruaire : La raison politique. (Fayard).